

— yves steiner & michaël girod —

Wilhelm Röpke et les mots de ses adversaires

La publication d'une version traduite d'un texte suppose, outre une bonne dose de motivation chez celui ou celle qui s'attelle à pareille tâche, bien du courage de la part du ou de la responsable d'une publication. Surtout quant le texte en question date quelque peu. La décision de la rédaction de la revue *Carnets de Bord* de publier cette version française de l'article de Wilhelm Röpke, «Kapitalismus und Imperialismus» (Röpke : 1934), est donc à saluer. Reste maintenant à présenter l'auteur, puis à expliquer et, si possible, convaincre de l'intérêt de publier en français un texte paru pour la première fois dans le *Zeitschrift für schweizerische Statistik und Volkswirtschaft*, il y a maintenant tout juste 70 ans.

Un mot donc sur le personnage Röpke¹. Fils d'un médecin de campagne, Wilhelm Röpke est né en 1899 dans la bourgade paysanne de Schwarmstedt, près de Hanovre. Licencié en droit et en économie (Université de Tübingen, Göttingen et Marburg), c'est sous la direction du grand historien libéral Walter Troeltsch que Wilhelm Röpke rédige en 1921 une thèse de doctorat sur les mines allemandes de potassium. Sa thèse d'habilitation portera elle, en 1922, sur les causes des fluctuations du commerce. En 1924, il devient professeur extraordinaire à l'Université de Jena. C'est à l'Université de Graz en 1928 que l'on retrouve Wilhelm Röpke puis à l'Université de Marburg où il y décroche un poste de professeur ordinaire (1929-1933). En parallèle à sa carrière académique, Wilhelm Röpke travaille pour le gouvernement de la République de Weimar une première fois entre 1923 et 1924 sur la question des réparations de guerre, puis entre 1930 et 1931 auprès de la Commission Braun comme conseiller économique sur la question du chômage.

Opposant au nazisme, Wilhelm Röpke voit sa carrière académique s'achever dans les mois qui suivent l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir. Menacé, lui et sa famille, il fuit le régime nazi fin 1933 et trouve asile à Istanbul où son ami Alexander Rüstow l'accueille. Là-bas, Wilhelm Röpke devient professeur d'économie et fonde un institut de recherche dédié aux sciences sociales. En 1937, il revient en Europe pour enseigner à l'Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales (IUHEI) à Genève. Il y résidera jusqu'à sa mort en 1966. Pendant cette période, Wilhelm Röpke s'implique fortement en faveur de la défense des idéaux libéraux. D'abord, en prenant la plume avec *Die Gesellschaftskrisis der Gegenwart* (1942) et *Civitas humana* (1944). Ensuite, en collaborant activement aux réseaux du renouveau libéral - avec deux de ses collègues de l'IUHEI, Ludwig von Mises et William Rappard - dont un des hauts lieux de circulation des idées est dès 1947 la Société du Mont-Pèlerin pour

laquelle Wilhelm Röpke se trouve être, avec Friedrich Hayek, l'un des instigateurs. Enfin, en oeuvrant auprès du gouvernement de la République fédérale allemande dès l'après-guerre comme conseiller, très influent, de Konrad Adenauer ou Ludwig Erhard.

«Kapitalismus und Imperialismus» se situe donc dans les écrits de Wilhelm Röpke à un moment charnière de sa vie académique et politique, voire de sa vie tout court. Publié en 1934, l'article est rédigé alors que Wilhelm Röpke fuit le régime nazi, après un passage rocambolesque par Amsterdam en novembre 1933. L'indication «*Marburg-Istanbul*» après la signature de l'auteur en tête de son texte de 1934 est bien là pour nous le rappeler. Certaines allusions du texte également² et ce, alors que son propos est tout autre. De quoi d'ailleurs est fait le propos de Wilhelm Röpke dans ce texte? Celui-ci consiste en une critique radicale de la théorie économique de l'impérialisme, une critique qui le mène à remettre en question le lien causal que tissent les économistes marxistes de l'époque entre impérialisme et capitalisme. L'impérialisme n'est donc pas une conséquence économique nécessaire du capitalisme, mais un phénomène politique, conclut-il. Mieux, le capitalisme a pu empêcher jusqu'alors l'impérialisme en préservant le libre commerce et la production de richesses pour l'humanité entière. D'où sa double conclusion. D'une part, «la prospérité du capitalisme n'est pas fonction du nombre de kilomètres carrés dominés» (p.56) et quiconque prédit la fin du capitalisme dès lors que la botte de l'impérialisme atteint les limites spatiales des espaces à conquérir se trompe. D'autre part, ceux et celles qui se tournent contre le capitalisme ne font que le lit de l'impérialisme.

Il n'est pas nécessaire de développer ici point par point l'argument de Wilhelm Röpke pour s'en faire une idée précise, son texte étant désormais traduit. En revanche, il faut insister sur la démarche de l'auteur. Celui-ci ne s'arrête pas en effet sur des constats historiques - en partie contestables

¹ On trouvera quelques éléments biographiques sur Wilhelm Röpke dans l'ouvrage de John Zmirak (Zmirak : 2001).

² «Auparavant on pensait, dans un bon sens économique, que le besoin de paix pourrait toujours maîtriser l'instinct irrationnel guerrier. Nous sommes aujourd'hui bien loin d'un tel optimisme. Nous savons que les instincts, les sentiments et les passions dominent plus fortement les hommes que les faits et les calculs, particulièrement à une époque déterminée par les mouvements de masse. A la place de croire que le capitalisme vaincra l'impérialisme, il faut au contraire compter avec la possibilité que l'impérialisme et toutes ces forces irrationnelles détruisent le capitalisme et avec lui notre système culturel collectif. La remarque sarcastique que l'homme serait moins un «*tool-making*» qu'un «*munition-making animal*», ne nous paraît plus exagérée.» (p.56).

d'ailleurs³ - sur le fait qu'il a existé « (...) non seulement de l'impérialisme sans capitalisme, mais aussi du capitalisme sans impérialisme » (p.50) pour contester le lien de causalité entre capitalisme et impérialisme et ainsi, discréditer la théorie économique de l'impérialisme. C'est auprès des travaux des auteurs marxistes eux-mêmes que Wilhelm Röpke trouve la matière de sa critique, en particulier en opposant les écrits de Rosa Luxembourg et de Fritz Sternberg à ceux de Rudolf Hilferding. Un brin d'ironie en plus, il constate ainsi que « (...) bizarrement, le marxisme contemporain ne propose pas une seule théorie contemporaine de l'impérialisme, mais plusieurs; leurs représentants se critiquent mutuellement si violemment, qu'il ne reste plus grand chose à faire au critique non marxiste » (p.50). Wilhelm Röpke ancre ainsi son propos dans une *critique interne* des théories marxistes de l'impérialisme. Il les prend sérieusement au mot et dévoile ainsi leurs contradictions. L'auteur en sort, du moins en apparence, renforcé et peut se consacrer plus tranquillement à une critique frontale de la théorie économique de l'impérialisme. En bon élève de Karl Marx, Wilhelm Röpke procède de la même façon que le premier lorsque celui-ci apparaît comme un fin connaisseur des théories économiques de son temps pour en démontrer les apories et faire éclater le cadre analytique des auteurs de l'économie politique classique.

Cette articulation entre une critique interne et une critique externe est séduisante, autant que redoutable. Et c'est ce passage *de méthode* par les mots de ses adversaires - autant académiques que politiques - que nous souhaitons ici retenir. Certes, le propos de Wilhelm Röpke n'en est pas pour autant exempt de toutes critiques. L'auteur reconnaît d'ailleurs, entre les lignes et avec bien des nuances, que sa défense d'un « *capitalisme pur* » peut paraître bien idéaliste face aux tentations monopolistiques et protectionnistes d'entrepreneurs prêts à capturer l'Etat à des fins marchandes, voire impérialistes précisément. Et même si dans ce cas-ci il refuse d'acco-

ler le terme « *impérialiste* » aux pratiques d'acteurs non-étatiques, on perçoit mal comment décrire autrement que par ce terme ce qu'il décrit ainsi: « Bien évidemment, la création d'une banque ou d'une usine électrique confère une influence économique considérable et, il se peut qu'un pays, pour une série de raisons fondées, ne soit pas prêt à concéder cette influence à une entreprise étrangère » (p.50).

A notre connaissance, Wilhelm Röpke laisse de côté ce débat sur la théorie économique de l'impérialisme dans la suite de ses écrits, faute de combattants peut-être, les principaux économistes marxistes n'étant plus là pour répondre. Son attention se reportera, avec d'autres, dès le milieu des années trente sur la crise du libéralisme, et non plus sur la crise qu'il a souhaité initier au sein des théories marxistes de l'impérialisme. Sa relecture de l'histoire allemande, avec certains autres membres de l'Ecole de Fribourg en Brisgau en économie politique (Ptak : 2004), le conduira à réévaluer notamment le rôle des entrepreneurs dans la chute du capitalisme libéral au XIX^{ème} siècle en Allemagne. Sa confiance dans la communauté villageoise, la petite entreprise locale et les valeurs du christianisme pour retrouver la voie d'un « *capitalisme pur* » contre l'emprise des grandes entreprises bureaucratiques et de la consommation de masse font de lui un des principaux animateurs du courant sociologique de l'ordolibéralisme allemand avec Alexander Rüstow. D'autres ordolibéraux allemands, comme Franz Böhm, Walter Eucken ou Leonhard Miksch, privilégient eux la voie du droit pour agencer un ordre constitutionnel de marché garantissant la défense du mécanisme de prix contre les tentatives de capture des entreprises ou les interventions de l'Etat. Les uns et les autres, et peut-être Wilhelm Röpke plus que tous, se retrouvent cependant dans un combat commun, celui contre le socialisme.

Yves Steiner
Yves.Steiner@unil.ch

Michaël Girod
Michael.Girod@unil.ch

³ Des exemples historiques contestés à l'époque. Ainsi, Wilhelm Röpke recourt à un exemple qui deviendra un leit-motiv de son œuvre : la Suisse. Il écrit en 1934 que « (...) l'exemple de la Suisse poussera quand même un représentant opiniâtre de la théorie économique de l'impérialisme à se demander si l'impérialisme doit nécessairement se servir de moyens politiques pour atteindre son but, qui est l'obtention d'une position dominante. » (p.49). A cette question, Richard Behrendt dresse un constat sans équivoque dans sa thèse soutenue à l'Université de Bâle en 1931 : *la Suisse tire profit de l'impérialisme des grandes puissances grâce à sa posture de neutralité et le principe du tertius gaudens Rolle dans le cas d'un conflit impérialiste entre deux ou plusieurs camps* (Behrendt : 1932). Rien n'indique que Wilhelm Röpke connaissait ce texte, ni que son propre paragraphe sur la Suisse est une réponse implicite au travail de Richard Behrendt.

Références

- Behrendt, R. (1932), *Die Schweiz und der Imperialismus: die Volkswirtschaft des hochkapitalistischen Kleinstaates im Zeitalter des politischen und ökonomischen Nationalismus*, Zürich/Leipzig/Stuttgart, Rascher: 162p.
- Ptak, R. (2004), *Vom Ordoliberalismus zur Sozialen Marktwirtschaft: Stationen des Neoliberalismus in Deutschland*, Opladen, Leske & Budrich: 334p.
- Röpke, W. (1934), « Kapitalismus und Imperialismus », *Zeitschrift für schweizerische Statistik und Volkswirtschaft*, vol. 70, pp. 370-386.
- Zmirak, J. (2001), *Wilhelm Röpke - Swiss Localist, Global Economist*, Wilmington, Delaware, ISI Books: 230p.